

Déclaration préalable commune (SE-Unsa- SNUIPP- FCPE) pour dénoncer l'insuffisance de moyens donnés à l'ECOLE

CDEN du 22 février 2018

Le propos est centré sur la carte scolaire 1^{er} degré qui sera soumise au vote.

M. le Préfet, M. l'Inspecteur d'Académie,

Les organisations syndicales ainsi que les organisations de parents d'élèves souhaitent vous alerter sur la dégradation à venir des conditions d'enseignement et d'apprentissage, dans les collèges et lycées comme dans les écoles.

Pour ce qui concerne plus particulièrement la carte scolaire du 1^{er} degré qui va nous être présentée lors de ce CDEN, nous souhaitons vous faire part de nos inquiétudes.

En éducation prioritaire, la dotation ministérielle de 20 postes ne permet pas de répondre à la demande de dédoublement des classes de CP et CE1, qui est évaluée dans notre département à 80 postes. Le ministère n'a pas donné les moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette mesure. Cette mesure met également en difficulté de nombreuses équipes et communes qui ne disposent pas de locaux suffisants dans certaines écoles.

Dans ce contexte où les moyens octroyés sont insuffisants, la DSDEN est contrainte de fermer beaucoup de classes partout afin de résoudre une équation quasi impossible pour rééquilibrer la balance de la dotation. Même si les seuils n'ont pas été modifiés, les mesures de fermeture vont bien trop souvent dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles.

De trop nombreuses écoles ont de fortes attentes concernant des demandes d'ouverture de classes, d'annulation de fermeture, de création de dispositifs Ulis école, UPE2A ...

Au vu de la baisse annoncée d'élèves en Moselle pour la rentrée 2018 dans le 1^{er} degré, un autre choix était possible en réduisant dans toutes les écoles et toutes les classes les effectifs et en développant le nombre de postes de remplaçants, de plus de maîtres que de classes, de personnels RASED, de formateurs ...

L'école primaire française largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires sans peser sur le reste du système éducatif. Les choix faits par le gouvernement dans le budget 2018 ne répondent pas à cet enjeu de société.